

Le BREXIT : Corpus d'articles

Article 1 :

Libération : Blog «Coulisses de Bruxelles»

Brexit: un divorce et quatre ans d'enterrement

Par [Jean Quatremer](#) — 9 janvier 2021 à 17:13

DR

Il aura donc fallu quatre ans et demi depuis le référendum du 23 juin 2016 pour que le Royaume-Uni sorte totalement de l'Union européenne : ce sera chose faite ce 1er janvier. On voit ce qui sépare les slogans simplistes de campagne de la réalité d'un divorce : rompre les liens d'une union de près de cinquante ans est complexe et douloureux. Reste qu'on peut se demander s'il n'aurait pas été possible d'aller plus vite. La réponse est sans aucun doute positive. Il faut d'abord rappeler que personn

- Brexit: un divorce et quatre ans d'enterrement



Il aura donc fallu quatre ans et demi depuis le référendum du 23 juin 2016 pour que le Royaume-Uni sorte totalement de l'Union européenne : ce sera chose faite ce 1er janvier. On voit ce qui sépare les slogans simplistes de campagne de la réalité d'un divorce : rompre les liens d'une union de près de cinquante ans est complexe et douloureux. Reste qu'on peut se demander s'il n'aurait pas été possible d'aller plus vite. La réponse est sans aucun doute positive.

Il faut d'abord rappeler que personne ne s'attendait, au Royaume-Uni, à ce que le «leave» l'emporte. Même son plus ardent défenseur, Nigel Farage, était parti se coucher le soir du 23 juin en pensant avoir perdu. Ce n'est pas pour rien qu'aucun plan de sortie n'avait été préparé. Le pire est que la question posée («Should the United Kingdom remain a member of the European Union or leave the European Union ?»), trop générale, laissait la porte ouverte à plusieurs options : rompre tous les liens avec l'Union, conclure un large accord commercial, rester dans l'union douanière européenne, conclure une série d'accords bilatéraux sur le modèle suisse ou, enfin, adhérer à l'Espace économique européen afin d'avoir un accès sans limites au marché intérieur. Pour ne rien arranger, les brexiters avaient totalement oublié la délicate question de la frontière nord-irlandaise : en effet, l'accord du Vendredi saint prévoit qu'elle doit demeurer ouverte, ce qui rend impossible une rupture totale avec l'Union, celle-ci supposant des frontières fermées.

«**Brexit means Brexit**» Après une longue hésitation - ce n'est que le 29 mars 2017 que Londres active l'article 50 du traité européen donnant aux Etats la possibilité de quitter l'UE - , le gouvernement britannique renonce finalement, sous la pression des «hard brexiters», à toutes les options qui ne lui permettraient pas de «retrouver» sa pleine souveraineté («take back control») : «Brexit means Brexit» devient le mantra de Theresa May, la Première ministre qui a succédé à l'imprudent David Cameron, initiateur du référendum.

Mais Londres ne renonce pas pour autant à obtenir un large accès au marché intérieur sans aucune contrepartie : pas question d'accepter la libre circulation des personnes, de participer au budget européen ou de se soumettre à la Cour de justice européenne. Elle parie sur la division des Européens, beaucoup d'Etats ayant des liens économiques et diplomatiques très étroits avec le Royaume-Uni. Bref, une position de négociation qui consistait à demander le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière, et n'avait aucune chance d'aboutir.

Illusions

Dès avril 2017, les Vingt-Sept ont douché les espoirs britanniques : il n'est pas question «qu'un pays non membre de l'Union, qui n'a pas à respecter les mêmes obligations qu'un Etat membre [puisse] avoir les mêmes droits et bénéficier des mêmes avantages qu'un Etat membre», ont-ils martelé lors d'un des nombreux Conseils européens consacrés au Brexit. «Peut-être pensez-vous que tout ceci est évident», mais «j'ai le sentiment que certains en Grande-Bretagne se font encore des illusions à ce sujet», a même ironisé devant le Bundestag Angela Merkel, la chancelière allemande, sur laquelle comptaient pourtant les brexiters.

Surtout, les Vingt-Sept ont fixé leurs «lignes rouges», un vocabulaire emprunté ironiquement aux Britanniques : maintien de la libre circulation entre les deux Irlandes, garantie des droits des citoyens résidant au Royaume-Uni, règlement de tous les engagements budgétaires contractés par le Royaume-Uni (une facture d'une cinquantaine de milliards d'euros). En outre, ils ont précisé que la négociation se déroulerait en deux temps, l'accord de sortie de l'Union conditionnant les termes de la relation future.

Soubresauts britanniques

Un cadre clair qui n'a pas empêché les Britanniques d'essayer de diviser les Vingt-Sept durant deux ans et demi, en vain, à leur grande surprise. L'accord de retrait conclu en novembre 2018 a parfaitement respecté les «lignes rouges» des Européens. Et ce sont les soubresauts de politique intérieure britannique, auxquels les Européens assistent médusés, qui expliquent qu'il faudra attendre le 9 janvier 2020 pour que le texte soit finalement ratifié par la Chambre des communes après avoir été amendé à la marge, en octobre 2019, sur la question nord-irlandaise pour complaire au nouveau Premier ministre britannique, Boris Johnson. Le 31 janvier, le Royaume-Uni quitte enfin les institutions politiques de l'Union.

Le second round n'a pas été plus brillant : dès mars, les Européens se sont à nouveau mis en ordre de bataille en arrêtant un mandat de négociation très précis. Un accord commercial sans droits de douane et sans quotas sur les marchandises (les personnes, les capitaux et les services sont écartés d'emblée, les Britanniques refusant le lien entre les quatre libertés) ne sera possible que si le Royaume-Uni ne se lance pas dans une déréglementation tous azimuts, c'est-à-dire si les conditions de concurrence sont les mêmes des deux côtés de la Manche : les Vingt-Sept ne veulent pas d'un Singapour-sur-Tamise à leur porte. Un accord qui est aussi conditionné à un large accès des pêcheurs européens aux eaux britanniques.

En revanche, le gouvernement Johnson n'a pas eu une stratégie claire si ce n'est, encore une fois, essayer d'obtenir le beurre et l'argent du beurre : un accès à droit zéro, mais sans obligation de respecter les normes européennes et sans aucun engagement durable sur l'accès à son espace maritime.

Compréhension du projet européen

Encore une fois, Londres a parié sur les divergences d'intérêts des Européens, la question de la pêche ne concernant que quelques pays, dont la France, et pas l'Allemagne, puissance industrielle. Une erreur de calcul qui explique que la négociation ait traîné en longueur, «BoJo» multipliant les fronts secondaires en espérant jusqu'au bout une rupture de l'unité européenne. «Les Britanniques ont en réalité perdu la compréhension du projet européen, analyse un diplomate de haut rang. Ils ont pensé que l'unité des Vingt-Sept allait sauter sur la pêche, or ça n'a jamais même menacé de craquer.» L'unité européenne était d'autant moins susceptible de craquer que la pandémie de coronavirus est passée par là : les Vingt-Sept ont renforcé leur intégration comme jamais, notamment en décidant de mutualiser une partie de leurs dettes, ce qui aurait été impensable si le Royaume-Uni avait encore été membre de l'Union. En d'autres termes, l'Europe de 2020 n'est plus celle de 2016 qui, pourtant, a déjà tenu bon.

Négociateur avec un populiste

Mais la Commission a aussi une part de responsabilité dans ce long divorce. «Dès le départ, elle a été embarrassée car négocier avec le Royaume-Uni n'est pas intellectuellement simple pour elle», juge un diplomate européen : «Il fait partie d'elle, comme le montre la domination de l'anglais à Bruxelles. Elle croyait sincèrement que le gouvernement britannique voulait un partenariat de bonne volonté alors qu'il était en guerre ouverte contre nous.» Ce n'est pas un hasard si pendant longtemps, la plupart des hauts fonctionnaires de la Commission ont sincèrement cru que Londres allait faire marche arrière et revenir dans le giron européen.

En outre, la Commission, organe rationnel, n'est pas habituée à négocier avec un régime populiste irrationnel par nature, et a eu le plus grand mal à anticiper ses mouvements. On l'a vu en septembre lorsque Boris Johnson a tenté de s'affranchir unilatéralement de la partie de l'accord de retrait concernant la frontière nord-irlandaise afin de faire pression sur Bruxelles. On l'a vu aussi sur la pêche, un sujet que la Commission a longtemps sous-estimé puisqu'elle ne représente que 0,1 % du PIB britannique. Or, c'est une question symbolique centrale dans la rhétorique des brexiters, celle de la souveraineté recouvrée. Enfin, la Commission a oublié que les Britanniques ont perdu leur capacité à négocier des accords commerciaux depuis leur adhésion à l'Union. Le savoir-faire est à Bruxelles, pas à Londres. Ce n'est pas pour rien qu'en 2017, ils ont essayé de recruter le Français Pascal Lamy, ancien commissaire au commerce et ex-patron de l'OMC. Autrement dit, à l'imprévisibilité d'un régime populiste s'ajoutait l'incompétence.

C'est ce qui explique que «la Commission se soit laissé embarquer dans une négociation difficile alors qu'il n'y avait que deux sujets centraux, la pêche et la concurrence, dont elle s'est laissé distraire par Londres», estime le diplomate déjà cité. Elle a aussi oublié que le rapport de force est en faveur des Européens : si le Royaume-Uni dépend de l'Union, l'inverse n'est pas vrai, loin de là. Au final, ces quatre années ont appris aux Européens les plus naïfs que le Royaume-Uni n'est définitivement pas un pays européen comme les autres, et que son départ est, tout compte fait, une bonne nouvelle. Ce n'est pas pour rien que la présidente allemande de la Commission, la très anglophile Ursula von der Leyen, a brutalement tiré le rideau jeudi soir : «Le moment est venu de laisser le Brexit derrière nous. L'avenir est en Europe.»

Photo: Bloomberg via Getty Images

N.B.: article paru le 28 décembre [Jean Quatremer](#)

Article 2 :

Libération : Blog «Coulisses de Bruxelles»

Le Brexit, un nouveau départ pour l'Union?

Par [Jean Quatremer](#) — 9 janvier 2021 à 17:17

DR

Beaucoup, à Bruxelles ou dans les capitales européennes, veulent croire que la sortie complète du Royaume-Uni de l'Union européenne, après quarante-sept ans de participation, annonce un avenir glorieux pour la construction communautaire. Après tout, depuis son adhésion en janvier 1973, il n'a eu de cesse de freiner toute intégration supplémentaire. Sa capacité de nuisance et d'agrégation des mécontentements était telle que les institutions européennes préféraient revoir à la baisse ou carrément

- Le Brexit, un nouveau départ pour l'Union?



Beaucoup, à Bruxelles ou dans les capitales européennes, veulent croire que la sortie complète du Royaume-Uni de l'Union européenne, après quarante-sept ans de participation, annonce un avenir glorieux pour la construction communautaire. Après tout, depuis son adhésion en janvier 1973, il n'a eu de cesse de freiner toute intégration supplémentaire. Sa capacité de nuisance et d'agrégation des mécontentements était telle que les institutions européennes préféraient revoir à la baisse ou carrément renoncer à des propositions qui risquaient de déplaire à Londres.

Ainsi, si le Royaume-Uni n'avait pas quitté les institutions politiques de l'UE le 31 janvier, «le fonds de relance de 750 milliards d'euros reposant sur un emprunt commun et une mutualisation du remboursement de la dette n'aurait pas vu le jour», souligne le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, ancien président de la Commission européenne (2014-2019). «Techniquement, on aurait pu le faire sans lui, mais est-ce qu'on aurait osé le faire ?» Pour lui, «atmosphériquement, leur départ facilite grandement le fonctionnement de l'Union».

L'ex-Premier ministre luxembourgeois tempère malgré tout : «D'autres pays vont prendre la relève, comme on l'a déjà vu avec le club des frugaux [Autriche, Danemark, Pays-Bas, Suède, ndlr] qui ont tenté de bloquer le fonds de relance. Il faut bien voir qu'en Europe, beaucoup de pays avançaient masqués et étaient ravis que Londres bloque pour eux.»

Quatre radins et des petits pays eurosceptiques

«Un diplomate suédois m'a dit qu'il regrettait le départ des Britanniques car désormais, il allait être obligé de travailler : «Avant, m'a-t-il expliqué, on se contentait de s'aligner automatiquement sur Londres»», s'amuse Jean-Louis Bourlanges, vice-président de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

De fait, si on fait le compte des Etats membres eurosceptiques, l'optimisme n'est pas de mise : outre les quatre «radins», il faut ajouter la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, et selon les dossiers, la Slovaquie, Malte ou la Finlande. Mais il s'agit de «petits

pays», même si certains d'entre eux sont riches, aucun d'entre eux n'approche, même de loin, le poids politique qu'avait le Royaume-Uni. Si Londres pouvait seul poser son veto, ce n'est pas le cas de cette kyrielle de petits et de moyens Etats qui risquent de le payer cher en termes d'influence. D'autant que ces héritiers présomptifs du Royaume-Uni ne présentent pas un front uni : les petits riches de l'Ouest sont réticents à toute solidarité financière, ce qui n'est pas le cas de l'Est européen qui, lui, est plutôt soucieux d'éviter toute contrainte politique.

De même, ces derniers ne sont pas les plus réticents à une défense européenne, à la différence des pays les plus atlantistes, comme les Pays-Bas. Sur à peu près tous les dossiers, les intérêts nationaux de ces pays divergent, et seuls, ils ne pèsent pas suffisamment pour prétendre freiner la marche vers davantage d'intégration.

Unisson

Mais encore faut-il que les cœurs de l'Allemagne et de la France battent à l'unisson : dans ce cas, rien ne peut se faire sans eux, rien ne peut se faire contre eux. Or Berlin revient de loin : «Fin 2019, on a reçu à la commission des affaires européennes des responsables allemands dans le cadre de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne qui commençait le 1er juillet [et s'achève jeudi soir], se souvient Jean-Louis Bourlanges. Ils sont apparus comme très eurosceptiques, comme c'est le cas depuis 1992 : on oublie trop souvent que ce sont eux qui ont fait échouer la plupart des réformes institutionnelles de l'Union depuis cette date, ce qui nous a contraints à nous élargir à institutions égales.»

En clair, la France, qui a souvent été allante sur le plan européen, même si elle a été incapable de mettre de l'ordre dans son économie - ce qui a sans aucun doute contribué à accroître la méfiance allemande - s'est retrouvée seule. Et l'UE a patiné durant trente ans, accumulant des crises qui auraient pu être évitées ou au moins limitées.

Mais depuis le début de la pandémie, tout a changé. Dès lors que la chancelière allemande a compris, en mai, que la profonde récession résultant des mesures sanitaires ne pouvait qu'accroître les divergences économiques et, au final, menacer l'existence de l'euro, elle a accepté la proposition de Paris d'un endettement commun. Ce qu'elle refusait obstinément jusque-là. Dès lors, personne n'a pu stopper ce mouvement, ni les radins ni les pays de l'Est, qui ne voulaient pas que les versements à venir soient liés au respect de l'Etat de droit. «On aurait même pu le faire à deux, souligne Bourlanges. On peut fonctionner sans les autres pays alors qu'eux ne peuvent fonctionner sans nous.» D'ailleurs, depuis qu'Angela Merkel a fait un virage à 180° en matière européenne, les dossiers se débloquent les uns après les autres à une vitesse qui donne le tournis.

«Le vrai changement, c'est l'Allemagne»

Même si Juncker met en garde contre l'épuisement de «l'effet intégrateur de la pandémie», Bourlanges estime que, combinée avec la crise migratoire, la menace terroriste et l'isolationnisme trumpien (qui ne changera pas fondamentalement avec l'élection de Joe Biden), la pandémie marque une vraie rupture dans la politique européenne de Berlin. «Le vrai changement, ce n'est pas le Brexit, c'est l'Allemagne», va jusqu'à affirmer Bourlanges. «Ce n'est pas seulement la chancelière qui a changé, mais aussi l'opinion publique qui considère que la France est la meilleure alliée, devant les Etats-Unis», ajoute Jean-Dominique Giuliani, le patron de la Fondation Robert-Schuman, qui estime que ce changement est profond.

Bref, les brexiters qui croyaient que le départ du Royaume-Uni aurait la peau de l'UE en sont pour leurs frais : non seulement aucun pays, même les plus eurosceptiques, n'a suivi Londres, mais l'Union européenne accélère son intégration. Un échec de plus : ils n'ont pas réussi à la stopper de l'extérieur entre 1950 et 1973, ni de l'intérieur entre 1973 et 2020.

Photo : Yves Herman. Reuters

N.B.: article paru le 31 décembre

[Jean Quatremer](#)

Article 3 :

- [Courrier international - Paris](#)

L'Écosse espère "rejoindre" l'UE en tant que nation indépendante

Publié le 03/01/2021 - 06:21

La Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, lors d'un débat au Parlement écossais sur l'accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, à Édimbourg, en Écosse, le 30 décembre 2020. **JEFF J MITCHELL / GETTY IMAGES EUROPE / Getty Images via AFP**

Dans des tribunes publiées dans plusieurs journaux européens samedi, la première ministre écossaise Nicola Sturgeon estime que la seule façon de répondre aux "aspirations" de l'Écosse est que le pays devienne indépendant et rejoigne l'UE.

Nos services

Alors que le Royaume-Uni "entame 2021" hors de l'Union européenne, Nicola Sturgeon a envoyé, samedi 2 janvier, "un message désespéré" aux journaux de toute l'Europe, écrit le **Daily Express**. La première ministre écossaise déclare, dans des tribunes adressées à **The Irish Times**, en Irlande, et **Corriere della Sera**, en Italie, qu'elle espère que l'Écosse pourra bientôt à nouveau "rejoindre" l'UE "en qualité de membre à part entière, au moment où nous faisons face ensemble aux opportunités et aux défis de l'avenir".

L'offensive de la première ministre écossaise intervient *“un jour à peine après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, entraînant (avec lui) l'Écosse où 62 % des électeurs avaient voté pour le ‘Remain’ (le vote en faveur du maintien dans l'union, lors du référendum de 2016)”*, [recontextualise The National](#).

À lire aussi [Diaporama. Le Brexit à la une de la presse britannique : “Notre jour de gloire est arrivé”](#)

Dans *The Irish Times*, journal basé à Dublin, Nicola Sturgeon plaide pour que l'Écosse devienne une nation indépendante au sein de l'UE, et affirme que *“l'indépendance est le seul moyen”* pour y parvenir.

La dirigeante écossaise explique :

Pendant trop longtemps, les gouvernements britanniques successifs ont mené l'Écosse dans la mauvaise direction, avec pour point culminant le Brexit (...). Il n'est pas étonnant que tant de personnes en Écosse en aient assez.”

Elle souligne qu'en près de cinquante ans d'adhésion, l'Écosse a *“énormément”* bénéficié des quatre libertés du marché unique, dont la liberté de circulation. *“Nous sommes engagés à poursuivre une voie légale et constitutionnelle pour devenir un État indépendant”*, ajoute Nicola Sturgeon.

“Il ne pourrait y avoir de pire proposition”

La décision d'organiser un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse – après celui de 2014, quand 55 % des Écossais avaient dit “non” à l'indépendance – revient au Premier ministre britannique Boris Johnson, qui refuse fermement. La pression sur Londres pour accepter une nouvelle consultation pourrait s'accroître si le Scottish National Party (SNP), le parti indépendantiste de la première ministre, remportait une large victoire lors des élections législatives écossaises, en mai.

Pour Gillian Bowditch, chroniqueuse au **Sunday Times**, ce scrutin local portera *“sur une seule question et un seul sujet : la question de l'indépendance”*. Selon elle, *“aussi insensible cela puisse paraître de le dire”*, la première ministre écossaise a connu une relativement *“bonne année 2020”* : *“la pandémie”* de Covid-19 a mis en avant *“les atouts naturels de la première ministre : prudence, sérieux, infatigabilité et tendance à l'autoritarisme”*, malgré *“une gestion pas vraiment meilleure qu'en Angleterre”*. Ainsi, Nicola Sturgeon *“a récemment vu sa cote de popularité monter et le soutien à son objectif politique d'indépendance s'est accru”* – selon un sondage publié par **The Scotsman** mi-décembre, 58 % des Écossais se disent désormais favorables à une rupture avec le Royaume-Uni. *“En l'état actuel des choses”*, poursuit Gillian Bowditch, *“il est difficile de voir les travaillistes, les conservateurs ou les libéraux-démocrates progresser dans les sondages”*. Et le SNP est pour l'heure donné largement favori.

À lire aussi [“Nouveau chapitre”. À la veille de la rupture, le Parlement britannique approuve l'accord post-Brexit](#)

Mais la chroniqueuse s'inquiète. D'après elle, le vote du parti contre l'accord post-Brexit de Boris Johnson, mercredi au Parlement de Westminster, alors que Nicola Sturgeon avait déclaré à plusieurs reprises qu'un “no deal” serait catastrophique, a montré que le parti

écossais avait l'intention d'imposer *“son programme coûte que coûte”*, même si *“ce n'est pas nécessairement ce qui est le mieux pour l'Écosse”*.

La pandémie, une campagne de communication judicieuse, une opposition peu brillante et la chance ont contribué à donner au SNP ses meilleures chances jusqu'à présent. Toutefois, avec l'économie à genoux, le pays endetté comme jamais auparavant, les entreprises écossaises au plus bas et aucun successeur à *Sturgeon* compétent en lice, il ne pourrait y avoir de pire proposition que de démanteler le Royaume-Uni.

Violette Robinet

Article 4 :

L'Espagne et le Royaume-Uni négocient leur future relation militaire

- [El País - Madrid](#)

Publié le 05/01/2021 - 14:54

Un membre de l'armée britannique salue son homologue espagnol lors d'une cérémonie près de Cadix, en Espagne, le 29 mars 2019. **REUTERS/Jon Nazca.**

Dans le prolongement du Brexit, l'Espagne et le Royaume-Uni planchent sur un futur accord en matière de sécurité et de défense. Ce dernier prévoit une entente en matière de lutte contre le djihadisme, de cyberdéfense et des missions militaires conjointes, rapporte ce quotidien espagnol.

Nos services

Quelle sera la future relation entre l'[Espagne](#) et le [Royaume-Uni](#) en matière de sécurité et de défense ? Quelques jours après le Brexit, le 1^{er} janvier 2021, Britanniques et Espagnols ont entamé des négociations bilatérales pour établir une convention militaire commune.

L'accord sur le Brexit *“ne comprend aucun volet sur la politique étrangère et la défense, ce qui laisse le champ libre à la coopération bilatérale”*, rappelle le journal **El País**. Pour le moment, cette coopération militaire entre Madrid et Londres est limitée aux cadres de l'[Otan](#) (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), à laquelle les deux pays appartiennent.

À lire aussi [Géopolitique. Otan, Russie, Balkans : et si Macron avait raison ?](#)

D'après le quotidien généraliste,

“L’objectif est de conclure un accord ambitieux qui couvre tous les domaines de la coopération en matière de défense : lutte contre le djihadisme, cybersécurité ou réalisation de missions militaires conjointes.”

Néanmoins, les deux parties ne pourront occulter l’existence de la base militaire britannique à Gibraltar. *“La présence de cette base dans le sud de l’Espagne a fait l’objet de frictions continues par le passé”*, se remémore le journal.

Des “mesures de confiance” au sujet de Gibraltar

“L’Espagne maintient des restrictions sur la base britannique. Ainsi, les bateaux qui y accostent ne peuvent le faire, immédiatement avant ou après, dans aucun port espagnol. Et sauf en cas d’urgence, les avions militaires qui se rendent à Gibraltar ont interdiction de pénétrer dans l’espace aérien espagnol”, développe *El País*.

Selon des sources diplomatiques citées par le quotidien, le futur accord de coopération militaire prévoit ainsi des *“mesures de confiance”* concernant la base militaire britannique présente sur le Rocher.

Source

[El País](#)

Madrid

elpais.com

Fondé en 1976, six mois après la mort de Franco, “Le Pays” est le journal le plus lu en Espagne. Quotidien de centre gauche, il appartient au groupe éditorial espagnol Prisa.

Article 5 :

Le Monde.

Entre le Brexit et le Covid-19, les musiciens ont le blues au Royaume-Uni

La libre circulation des artistes, des techniciens et du matériel est devenue un problème avec la sortie du pays de l'Union européenne. Un écueil renforcé par le fait que les festivals ne bénéficient pas d'un système d'assurance annulation.

Par [Cécile Ducourtieux\(Londres, correspondante\)](#).

Publié le 14 janvier 2021 à 06h00 - Mis à jour le 14 janvier 2021 à 06h00

Au festival de Glastonbury, en juin 2016, l'hommage rendu à Prince et David Bowie, morts plus tôt dans l'année. ANGELA LUBRANO/LIVEPIX/DALLE APRF

Pour l'anniversaire de [la mort de David Bowie \(le 10 janvier 2016\)](#), nombre de Britanniques ont partagé avec nostalgie sur les réseaux sociaux un concert de l'artiste lors du Festival de Glastonbury, en juin 2000. Bowie y interprète *Wild Is The Wind* à la tombée de la nuit, face à des dizaines de milliers de spectateurs agglutinés dans ce coin de campagne du Somerset (sud-ouest de l'Angleterre). Un moment fort du premier festival de pop music du pays.

Y aura-t-il une édition 2021 de Glastonbury, cet été ? Rien n'est moins sûr, et les musiciens britanniques broient du noir. L'an 2020 a évidemment été catastrophique pour ce secteur, pourtant un des plus dynamiques au monde, et cette nouvelle année ne se présente pas non plus sous les meilleurs auspices, à cause du Brexit et de la résurgence de l'épidémie de Covid.

Ellie Giles est membre du conseil d'administration de Music Managers Forum, un des principaux syndicats de managers musicaux. Basée à Londres, la jeune femme s'est fait

remarquer début janvier par une série de Tweet expliquant à quel point le Brexit allait compliquer les tournées européennes d'artistes britanniques. En l'absence d'accord spécifique conclu fin 2020 entre le gouvernement Johnson et Bruxelles pour permettre leur libre circulation dans l'Union européenne (UE), « *ils vont avoir besoin de permis de travail pour chaque Etat membre. J'ai cru comprendre que ce ne sera pas nécessaire pour la France, mais nous n'avons aucune information concernant les autres pays* », déplore la jeune manageuse, jointe au téléphone.

Ellie Giles, manageuse : « Nos camions de matériel n'auront pas droit à plus de trois arrêts dans l'Union européenne ! Dès lors, les tournées sont impossibles, à moins de passer par un transporteur européen »

Le problème peut paraître lointain, la pandémie empêchant pour l'heure les artistes de bouger, mais il ne l'est pas. Ellie Giles tente ainsi de reprogrammer une tournée du groupe londonien de musique électronique Warmduscher, initialement prévue en 2020, entre France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Autriche et République tchèque, mais elle est incapable d'en évaluer précisément les coûts.

« *Il nous faudra peut-être un "carnet" [un passeport pour les marchandises, afin d'éviter de payer des taxes aux frontières], qui pourrait coûter jusqu'à 350 livres par an [393 euros]. Les règles du cabotage dans l'UE vont également s'appliquer : nos camions de matériel n'auront pas droit à plus de trois arrêts dans l'UE ! Dès lors, les tournées sont impossibles, à moins de passer par un transporteur européen. Et il y a le problème du merchandising : est-ce que les fans européens vont continuer à acheter des objets à 40 livres sterling ou 50 livres sterling à un groupe anglais s'il faut payer 5 livres à 10 livres de taxes à l'importation ?* », liste la jeune femme, qui avoue avoir perdu 70 % de ses revenus en 2020.

Pétition pour un « passeport culturel »

Kat Kennedy est également manageuse de musiciens basés à Londres (We Are Scientists, To Kill a King, etc.). « *Ce ne sont pas seulement les artistes britanniques qui risquent d'être touchés, mais aussi ceux hors de l'UE qui passaient souvent par une société britannique pour organiser leurs tournées européennes* », assure la jeune femme. Même témoignage de Tim Brennan, un vidéaste free-lance « *depuis treize ans pour des groupes, de Lady Gaga aux Chemical Brothers. Je travaille beaucoup avec des compagnies américaines et canadiennes, qui disent que, si elles doivent nous payer des permis de travail pour cinq ou six pays européens, elles ne vont plus pouvoir passer par nous, et devront trouver des techniciens européens* », rapporte-t-il, désespéré.

Jamie Njoku-Goodwin, directeur exécutif de UK Music : « La musique a généré 5,8 milliards de livres en 2019 et emploie 200 000 personnes dans le pays »

Comment le gouvernement britannique a-t-il pu négliger un tel secteur, alors qu'il a consacré tant d'énergie pour aboutir à un accord post-Brexit censé bénéficier aux pêcheurs britanniques ? « *La pêche génère environ 1,4 milliard de livres par an et emploie 20 000 personnes au Royaume-Uni. La musique a généré 5,8 milliards de livres en 2019 et emploie 200 000 personnes dans le pays* », insiste Jamie Njoku-Goodwin, directeur exécutif de UK Music, la principale association du secteur au Royaume-Uni.

Le ministère de la culture, des médias et des sports assure qu'il a tenté d'aboutir à un arrangement « ambitieux » avec Bruxelles pour éviter aux musiciens les contraintes de la fin de la libre circulation des Britanniques dans l'UE, mais que sa proposition « a été rejetée ». [Dimanche 10 janvier, le quotidien The Independent citait une source européenne anonyme affirmant au contraire que c'est Londres qui a refusé l'arrangement avancé par Bruxelles.](#) Une pétition soutenue, entre autres, par les musiciens Laura Marling, Biffy Clyro ou Dua Lipa et réclamant au gouvernement Johnson un « passeport culturel » pour les musiciens a atteint 250 000 signatures lundi 11 janvier.

M. Njoku-Goodwin est plutôt confiant : « *La situation actuelle est mauvaise pour les Britanniques comme pour les Européens [qui, symétriquement, auront plus de mal à circuler dans le pays]. Et nous avons de forts arguments : la scène musicale live britannique est l'une des principales au monde. Il ne s'agit pas d'un sujet migratoire, politiquement contentieux, mais d'événements et d'échanges culturels avec le continent.* »

Une assurance annulation pour les festivals

Le gouvernement Johnson se montrera-t-il plus attentif aux intérêts de la musique en l'aidant à sauver la saison des festivals 2021, une part cruciale de l'économie du secteur, alors que la pandémie redouble d'intensité outre-Manche (la barre des 80 000 morts dues au Covid-19 vient d'être franchie) ? Glastonbury génère à chaque édition plus de 100 millions de livres (111 millions d'euros) pour l'économie du sud-ouest de l'Angleterre. L'énorme festival d'Edimbourg attire jusqu'à un million de touristes dans la capitale écossaise chaque mois d'août.

Sacha Lord, cofondateur du festival Parklife : « Si nous ne pouvons pas jouer en 2021, la grande majorité [des festivals] pourrait disparaître »

« *Les conditions devraient être en place pour que les festivals puissent se tenir en sécurité cet été, explique Jamie Njoku-Goodwin, avec les plans pour des tests massifs des festivaliers et la campagne de vaccination qui a bien commencé [2,5 millions de Britanniques ont déjà reçu une première dose]. Le problème, ce sont les assurances : aucune n'assure le risque d'annulation pandémique, sauf à faire payer une prime colossale. Impossible d'organiser ce type d'événement sans assurance.* » Kat Kennedy renchérit : « *Les festivals de l'été 2021 peuvent encore être sauvés, mais nous avons absolument besoin d'une assurance garantie par le gouvernement.* »

« *Les festivals sont une part indispensable de notre modèle, s'inquiète aussi Ellie Giles. Les musiciens peuvent gagner jusqu'à trois fois plus que pour un show normal quand ils y sont invités.* » Et le temps presse : « *La plupart des festivals ont besoin de six à neuf mois de préparation. Certains petits festivals peuvent attendre jusqu'à Pâques avant de lancer leurs préparatifs, pour un rendez-vous en fin d'été par exemple. Mais les grands festivals ont besoin de certitudes maintenant, nous approchons dangereusement du point où les annulations vont commencer à apparaître* », prévient Jamie Njoku-Goodwin.

Si cette saison est elle aussi ratée, les conséquences seront graves, a prévenu Sacha Lord, cofondateur du festival Parklife de Manchester (nord-ouest de l'Angleterre), lors d'une audition devant la commission parlementaire de la culture, le 5 janvier : « *Si nous ne pouvons pas jouer en 2021, la grande majorité [des festivals] pourrait disparaître.* » A la suite de cette audition (à laquelle participait aussi Jamie Njoku-Goodwin), les élus membres de la commission culture, travaillistes comme conservateurs, ont adressé un courrier au [chancelier de l'échiquier Rishi Sunak](#), le pressant d'étendre au secteur le système d'assurance annulation garantie par l'Etat, déjà proposé mi-2020 au secteur du cinéma et de l'audiovisuel.

Les professionnels le répètent : les artistes restent très motivés, ils sont résilients, ils n'ont pas cessé de jouer, transformant leur appartement en studio, rivalisant de créativité pour diffuser leur musique. « *Les musiciens trouveront toujours le moyen de jouer. Mais le streaming ne suffit pas pour vivre, s'alarme Kat Kennedy. Le contact avec les fans, les performances en live restent indispensables pour lancer une carrière. Les jeunes souffrent tout particulièrement. Ils avaient souvent un autre emploi dans le secteur hôtelier, mais ils l'ont, pour la plupart, perdu.* »

[Cécile Ducourtieux\(Londres, correspondante\)](#)